

Oublis, mensonges, revirements: la laborieuse défense de Nathalie Loiseau

PAR ELLEN SALVI ET MARINE TURCHI
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 24 AVRIL 2019



© Reuters

La candidate LREM aux européennes a multiplié les déclarations pour justifier sa présence sur une liste d'extrême droite, lorsqu'elle était étudiante à Sciences-Po. Quitte à proférer des contre-vérités et à changer plusieurs fois son axe de défense. Mediapart démêle le vrai du faux.

Les révélations de Mediapart, lundi 22 avril, concernant l'engagement de Nathalie Loiseau sur une liste d'extrême droite lorsqu'elle était étudiante à Sciences-Po Paris, ont suscité de nombreuses réactions dans la classe politique. La candidate LREM aux européennes a elle-même multiplié les déclarations, mardi, pour justifier sa présence sur une liste de l'Union des étudiants de droite (UED) lors des élections étudiantes de la rue Saint-Guillaume, en 1984. Sur son compte personnel Facebook, dans une vidéo postée sur Twitter, mais aussi auprès de France Info et de L'Obs. Quitte à proférer des contre-vérités et à changer son axe de défense. Mediapart démêle le vrai du faux et répond aux critiques faites à notre article.

- Quel est l'intérêt d'un article sur un engagement vieux de 35 ans ?



Nathalie Loiseau, le 26 mars 2019. © Reuters

La présence de Nathalie Loiseau sur cette liste étudiante d'extrême droite interroge parce qu'elle va à l'encontre de son positionnement actuel : la candidate LREM a en effet axé sa campagne européenne sur son opposition à Marine Le Pen, se posant en seul rempart à l'extrême droite (*quelques exemples ici, là ou encore là*).

Comme c'est régulièrement le cas s'agissant des responsables politiques (*voir les exemples récents que sont la tête de liste LR François-Xavier Bellamy et le candidat frontiste André Rougé*), Mediapart s'est attelé à démêler et comprendre ce passé : Nathalie Loiseau regrette-t-elle cet engagement paradoxal ? Quand ce militantisme a-t-il débuté et quand a-t-il pris fin ? Quel sens y a-t-elle donné ? Ce sont ces questions que nous avons posées à l'ancienne ministre.

Il ne s'agit bien évidemment pas de dire qu'un ou une responsable politique n'a pas le droit d'évoluer, mais de questionner son rapport actuel à ce passé militant et son devoir de transparence. Le problème n'est pas d'avoir eu des engagements passés, mais de ne pas en avoir rendu compte. Et pas seulement à l'extrême droite. À gauche comme à droite, plusieurs hommes politiques se sont expliqués sur leurs militantismes de jeunesse, soit pour les assumer, soit pour les condamner.

« J'ai été d'extrême droite jusqu'en 1966, en 1966 j'ai rencontré Raymond Aron, c'est lui qui a fait de moi un démocrate », avait ainsi expliqué Patrick Devedjian en 1999. L'élus RPR avait milité dans sa jeunesse au sein du mouvement d'extrême droite Occident, comme ses collègues Alain Madelin et Gérard Longuet. « J'avais 20 ans et je ne laisserai personne dire que c'est

le plus bel âge de la vie... », avait-il ironisé **dans l'émission de Thierry Ardisson**. Gérard Longuet **avait lui invoqué** un engagement «*lié à l'expansion du communisme dans le monde* ».

Cet exercice de transparence prend parfois du temps. Après avoir longtemps assuré n'avoir «*jamais été trotskiste* », le socialiste Lionel Jospin avait fini par reconnaître en 2001, après **une série de révélations par la presse**, cet «*itinéraire personnel, intellectuel et politique* », mais estimé ne pas avoir à en «*rougir* ».

• **Les trous de mémoire et réponses changeantes de Nathalie Loiseau**

Au fil des jours, Nathalie Loiseau a livré des réponses changeantes sur cet engagement de jeunesse. Sollicitée par Mediapart dès le mois de mars pour un entretien à ce sujet, elle a décliné, laissant son collaborateur nous répondre qu'il s'agissait d'un «*faux* » document, qu'elle n'avait «*jamais été sur cette liste* », «*jamais été engagée à l'UED* » et qu'elle était à l'époque membre des États généraux des étudiants d'Europe (une association qui ne sera pourtant formellement créée qu'en avril 1985, soit plus d'un an plus tard). Son collaborateur nous invitait alors à «*vérifi[er] bien la source* ».

Le 17 avril, après avoir approfondi notre enquête, nous avons à nouveau demandé une interview avec Nathalie Loiseau pour lui soumettre nos éléments. En vain. Son collaborateur nous a transmis une simple «*réaction* », précisant que la candidate n'avait «*aucun souvenir de la liste* » et que cela lui semblait «*très farfelu* ». Lorsque nous lui avons alors transmis le document, elle a cette fois-ci accepté un entretien téléphonique, le 22 avril, durant lequel elle a finalement reconnu avoir figuré sur cette liste et invoqué une «*erreur* », n'en ayant «*pas perçu* », dit-elle, la couleur politique. «*Si ceux qui étaient sur la liste avaient un agenda extrémiste, je ne les ai pas fréquentés, je ne l'ai pas perçu, et si c'est le cas c'est une erreur.* » Sa longue réponse figure en intégralité **dans notre article**. Elle a été relue et validée par Nathalie Loiseau elle-même, à sa demande.

Mais au lendemain de notre article, la candidate LREM a changé d'argument. Dans un texte virulent publié sur son profil personnel Facebook, mardi matin, puis relayé sur Twitter par la députée et porte-parole du parti présidentiel Aurore Bergé, elle s'en prend au directeur de publication de Mediapart, Edwy Plenel, et à son passé, en affirmant désormais que cette liste UED était «*une liste de droite* » composée également d'étudiants qui auraient «*viré à l'extrême droite* » – ce qui est faux (*lire en page 2*).

Quelques heures plus tard, dans une vidéo publiée **sur son compte Twitter**, elle revient à un simple *mea culpa* : «*Alors oui, il y a 35 ans j'ai commis une erreur. J'ai accepté, par amitié, de figurer sur une liste où il y avait des gens de droite, des gaullistes, mais aussi des gens d'extrême droite, et ça je ne le savais pas. J'aurais dû le vérifier, je le regrette, c'est une erreur de 35 ans* », affirme-t-elle, tout en rappelant à nouveau que cet épisode est «*le contraire de [son] engagement depuis 35 ans* ». Dans un entretien accordé à **France Info**, elle a également admis «*une erreur de jeunesse* », «*une vraie connerie* ».

Pourquoi avoir changé de discours ? Pourquoi avoir à deux reprises refusé un entretien avant d'accepter, confrontée au document ? Pourquoi cette gêne, quand il aurait été simple d'invoquer d'emblée une erreur de jeunesse ? Si, en toute bonne foi, Nathalie Loiseau avait oublié cet engagement, pourquoi ne s'être pas sérieusement renseignée dès nos premières questions, au mois de mars ? *A minima*, l'ancienne ministre a manqué de prudence et de transparence.

• **Mediapart se serait fait « l'écho d'un premier article de Minute »**

C'est faux : Mediapart a questionné Nathalie Loiseau sur le sujet en mars, avant la publication de l'article de l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*.

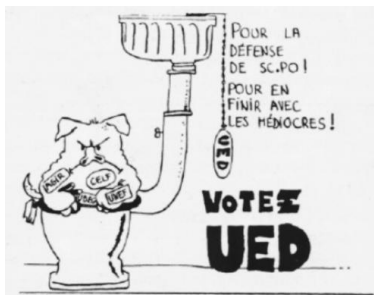
Par ailleurs, comme nous l'avons expliqué **dans notre article**, Mediapart a obtenu le fameux document de la liste UED où est inscrite la candidate dès janvier 2018, en enquêtant sur les conseillers secrets de Marine Le Pen (*l'enquête est à lire ici*). Nous avons authentifié ce document – qui figure également dans les archives officielles de Sciences-Po Paris –, réalisé une série

de vérifications, contacté des témoins de l'époque, retrouvé le matériel de propagande de l'UED, puis sollicité une seconde fois Nathalie Loiseau au mois d'avril.

• **Il s'agirait d'« une liste de droite » composée également d'« étudiants qui ont viré à l'extrême droite »**

C'est l'un des principaux arguments de Nathalie Loiseau, et c'est une contre-vérité absolue : la liste de l'UED n'était pas une « liste de droite » et les militants de ce syndicat étudiant n'ont pas « viré à l'extrême droite » par la suite. Ils l'étaient à l'époque et tout le monde le savait rue Saint-Guillaume.

« Ce n'était pas un syndicat modéré, et après trois ans à Sciences-Po, on ne pouvait pas ignorer qu'il ne répondait pas aux critères de respectabilité de l'IEP », rappelle d'ailleurs le politologue Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques (Orap), dans *L'Obs*. « Il était impossible de ne pas savoir, dans le contexte très clivé de l'époque, que c'était une association très à droite, les "fachos de Sc-Po" selon l'extrême gauche », affirme également à Mediapart le conseiller régional RN de la Sarthe, Pascal Gannat, qui affirme en avoir été l'un des responsables avant 1984.



Tract de l'UED publié dans le livre « Les Rats maudits ». © DR

Comme Mediapart l'a raconté, l'UED est née en 1978 de « la constatation d'un paradoxe », selon les mots utilisés par les fondateurs dans leur tout premier tract : « L'absence de la droite et la surreprésentation de la gauche dans les organes de cogestion » de l'établissement. Absence qu'ils imputent aux « divisions » de la droite dont, écrivent-ils, « les voix se dispersent entre des organisations rivales (cf. le duel-suicide entre le G.U.D. et le F.E.D.) ». D'où leur volonté de rassembler les

« étudiants droitistes représentant différents courants de pensée (maurrassiens, indépendants, gaullistes de droite...) ».

La Fédération des étudiants de droite (FED) était composée, comme l'indiquent dans *L'Obs* Jean-Yves Camus, « d'étudiants très à droite venant de la haute bourgeoisie parisienne ». « Certains militants de l'UED faisaient cependant aussi partie du GUD », poursuit-il. C'est notamment le cas en 1984, année où Nathalie Ducoulombier figure sur la liste « commission paritaire » du syndicat, puisque celle-ci est menée par un militant du groupuscule, qui s'occupait à l'époque des liens du GUD avec la presse.

D'autres figures des milieux nationalistes radicaux se sont à l'époque engagées sous l'étiquette de l'UED, comme feu le journaliste d'extrême droite Emmanuel Ratier, candidat à plusieurs reprises durant sa scolarité à Sciences-Po (entre 1980 et 1982), ou encore Frédéric Sauvegrain, qui côtoyait alors des militants du GUD. En 1984, figurait également sur la liste « commission paritaire » Christophe Bay, un haut fonctionnaire ayant contribué officieusement au programme présidentiel de Marine Le Pen en 2017.

Les années UED ont aussi été relatées par des protagonistes de l'époque, dans l'ouvrage *Les Rats maudits*, une histoire des étudiants nationalistes (1965-1995) écrite par des figures du GUD telles que Frédéric Chatillon, un très proche de Marine Le Pen. « L'UED va incarner le nationalisme à Sciences-Po, jusqu'en 1986. Elle est née de la volonté unitaire de nationalistes issus du GUD, du GAJ [Groupe action jeunesse – ndlr], du GRECE [Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne – ndlr] et même des deux linguistes du... Comité France-Allemagne (sic) », expliquent les auteurs.

Au début des années 1980, le syndicat a ensuite adopté une stratégie pour agréger des étudiants issus des rangs du RPR ou de l'UDF, pourtant déjà représentés au sein de l'établissement par l'UDEG (Union des étudiants gaullistes) et le CELF. « L'UED, malgré l'origine radicale de ses fondateurs, joue électoralement la carte droitiste et antigauche. Et ça marche ! [...] Plus "intello" que le GUD-Assas, l'UED cultive un

humour et un sens de la provocation très “hard” que ne renient pas les cousins de Paris II. On compte dans ses rangs de futurs magistrats, financiers, députés hauts fonctionnaires. Bref, du gratin facho », écrivent encore les auteurs **des Rats maudits**.

Nathalie Loiseau a expliqué avoir accepté de figurer sur cette liste « pour faire plaisir à un copain » qui, dit-elle, « n’était pas d’extrême droite ». Mais aussi pour « accentuer le pluralisme à Sciences-Po, alors quasi inexistant ». En 1984, le pluralisme existait pourtant bel et bien rue Saint-Guillaume. Cette année-là, outre l’UED, huit autres syndicats sont en lice pour les élections étudiantes, dont plusieurs estampillés à droite et au centre. Dans l’offre politique de l’époque, on retrouve notamment l’union CELF-UDEG, liste officiellement soutenue par le RPR et l’UDF, mais jugée bien trop « démagogue » par l’UED, qui clame en lettres capitales dans sa profession de foi : « **LES MODÉRÉS TRAHISSENT VOTRE CONFIANCE.** »

• **Sciences-Po en 1984 aurait été « l’endroit le plus calme, le plus bourgeois, le plus ennuyeux de France »**

Sur Facebook, Nathalie Loiseau a également expliqué qu’en 1984, Sciences-Po était « l’endroit le plus calme, le plus bourgeois, le plus ennuyeux de France » : « Imaginer que la politique des extrêmes y faisait son nid, c’est ne pas bien connaître ce temple de la modération qu’il était à l’époque. » Dans l’entretien accordé à Mediapart le 22 avril, la tête de liste LREM aux européennes avait déjà indiqué avoir été inscrite en droit à Assas, après le bac, et en être « partie au bout de deux semaines » parce que « c’était irrespirable ». « La fachosphère y était visible, assumée dans ces années-là, pas à Sciences-Po », soulignait-elle.

Là encore, cette présentation des choses est légèrement biaisée. Certes, les groupuscules d’extrême droite n’agissaient pas aussi ouvertement rue Saint-Guillaume qu’à Assas, mais ils y étaient bien présents. Et visibles. À l’époque, les affrontements entre militants nationalistes et activistes d’extrême gauche sont monnaie courante dans les facultés. Les grandes écoles, dont Sciences-Po, ne sont pas épargnées. « *Durant toutes ces années, les rixes sont fréquentes à*

Sciences-Po, un des rares établissements où droitistes et gauchistes subsistent », écrivent les auteurs **des Rats maudits**.

« Pour le naïf, c’était au mieux un syndicat ultraréactionnaire. Et les heurts physiques étaient fréquents », a tweeté le politologue Jean-Yves Camus au sujet de l’UED, avant de développer dans **L’Obs** : « Il y avait eu des incidents particulièrement sérieux, dont un mémorable lors d’une soirée d’élections universitaires en 1982 : une immense bagarre avait éclaté, dont les protagonistes impliquaient des militants d’extrême gauche et d’extrême droite, dont des membres de l’UED ! »

Dans un tract en date du 29 janvier 1982, plusieurs organisations syndicales et groupements de gauche représentés à l’IEP évoquaient d’ailleurs « les agressions fascistes dont leurs camarades [avaient] été victimes, rue Saint-Guillaume, et qui [avaient] ensanglanté le dépouillement des élections du 28 janvier ». Regrettant « la passivité » de la direction de Sciences-Po à l’égard des « groupements fascistes et de l’Union des étudiants de droite (UED) depuis plusieurs années », ils dénonçaient « la complicité dont jouiss[aient] ces groupes à l’intérieur » de l’établissement. Les documents de l’époque retrouvés par Mediapart attestent que la rue Saint-Guillaume, au début des années 1980, était tout sauf un endroit « calme ».

• **Mediapart ferait un « amalgame » en disant que Nathalie Loiseau serait en fait d’« extrême droite »**

Ni Mediapart ni son directeur de publication, Edwy Plenel, n’ont écrit que Nathalie Loiseau était d’extrême droite. Nous avons d’ailleurs publié, en long et dès notre premier article, la réponse de l’ancienne ministre, qui nous a expliqué n’avoir « jamais eu d’engagement à l’extrême droite, ni proche de l’extrême droite, ni de fréquentations d’extrême droite » et avoir toujours combattu ces idées. « Le fait de conduire la liste que je conduis aujourd’hui, avec pour ambition de faire reculer l’extrême droite en France, est cohérent avec ce que je pense », a-t-elle précisé lors de notre entretien, le 22 avril.

Dans un entretien accordé à *L'Obs*, la candidate LREM aux européennes ne vise plus Mediapart ni Edwy Plenel, mais évoque cette fois-ci ses adversaires au scrutin du 26 mai, qui ont été nombreux à réagir

à notre information : « *Je ne m'attendais pas à être ainsi salie. C'est dégueulasse, dit-elle. Cette attaque est peut-être aussi une façon de ne pas parler des enjeux européens, sur lesquels les opposants à notre liste n'ont rien à dire.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.